

Les Palestiniens saluent la municipalité de Cadix pour son annulation d'une série de films parrainée par Israël

PACBI – 23 octobre 2017

La municipalité de l'État espagnol confirme son engagement à éviter toute contribution au blanchiment du régime d'Israël d'occupation militaire et de violations des droits de l'homme par le biais d'évènements culturels.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) salue la municipalité de Cadix qui a annulé une série de films israéliens en raison de son parrainage par l'ambassade israélienne. La cérémonie d'ouverture prévue incluait la participation du directeur des projets culturels de l'ambassade israélienne en Espagne, Jesus Arcos Garcia.

Cette série de films israéliens était organisée à l'Espace de la culture contemporaine (ECCO), un site municipal de Cadix, ce qui le mettait en conflit avec l'engagement du Conseil municipal d'éviter de contribuer à blanchir l'image du régime d'Israël d'occupation militaire et de violations des droits de l'homme par le biais d'évènements culturels.

Le 12 août 2016, le Conseil municipal de Cadix a approuvé officiellement la Campagne Zone franche de l'apartheid israélien, s'engageant à respecter les principes des droits de l'homme établis par le mouvement mondial non violent, conduit par les Palestiniens, de Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS), mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité.

Le gouvernement israélien investit d'énormes sommes d'argent pour promouvoir sa campagne de propagande pour l'image d'Israël, en réponse à la dégradation rapide de la situation d'Israël dans l'opinion publique mondiale. Un récent sondage de la BBC montre qu'Israël est le quatrième État le moins populaire dans le monde.

PACBI salue nos partenaires dans l'État espagnol, dont le Comité de coordination « Andalusia con Palestine », pour leurs efforts visant à encourager les conseils locaux à éviter de rendre complices en couvrant les violations des droits de l'homme par Israël ou en renforçant son impunité à travers des événements culturels ou des accords commerciaux et institutionnels.

Dans l'État espagnol, plus de 80 administrations publiques se sont déclarées Zones Franches de l'apartheid israélien (ELAI), s'engageant à remplir leur obligation éthique et légale de s'abstenir de contribuer aux violations israéliennes des droits de l'homme, par le biais d'accords commerciaux ou de coopérations institutionnelles.

Avec cette annulation, la ville de Cadix respecte ses obligations internationales de ne pas reconnaître, aider ou se rendre complice de la pratique des violations des droits de l'homme ou du maintien de la situation créée par ces violations, en veillant au respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme.

Le régime d'Israël d'occupation et d'apartheid n'est pas un ami de la culture. Depuis le début de l'occupation jusqu'à aujourd'hui, les autorités d'occupation israéliennes ont fermé des dizaines de centres culturels palestiniens, de théâtres et de halls d'exposition, et elles ont arrêté des artistes, chanteurs, poètes, musiciens et cinéastes palestiniens. Elles ont torturé des journalistes et des écrivains palestiniens, et en ont empêché beaucoup de participer à des événements culturels internationaux. Israël a saccagé le Centre culturel

Khalil Sakakini à Ramallah, et démolit le Théâtre de la Pierre à Jénine.

La majorité absolue de la société civile palestinienne, comprenant les artistes et intellectuels les plus éminents, a lancé un appel à la solidarité internationale en 2005, appelant la société civile et les institutions à rejoindre la campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) contre l'apartheid israélien. Douze ans plus tard, BDS est devenu l'une des campagnes mondiales pour les droits de l'homme les plus efficaces au monde.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni d'Israël des droits palestiniens tels que définis dans le droit international. Visitez PACBI sur **le site** et *suivez nous sur Twitter @PACBI*

Source: PACBI

Traduction : JPP pour BDS FRANCE